

4e réunion annuelle du Réseau de Magistrat·es / Procureur·es Responsables du Sport (Réseau MARS)

1-2 juillet 2025, Strasbourg (France)

Biographies des intervenant·es

Clause de non-responsabilité : Chaque intervenant·e a fourni sa propre photo et courte biographie publiées ci-dessus.

Réunion annuelle (1er juillet)

Jean-Yves Lourguilloux
Président du Réseau MARS



Magistrat judiciaire français depuis 29 ans, j'ai exercé la plus grande partie de ma carrière au sein du Ministère public (procureur). Après avoir occupé plusieurs fonctions au sein de juridictions du Sud de la France, je me suis spécialisé dans la grande criminalité complexe, d'abord comme chef de la section Criminalité organisée à Marseille puis comme procureur de la République financier adjoint au Parquet national financier. Depuis 2019, j'occupe des fonctions de procureur de la République adjoint à Marseille, chef de la division des poles spécialisés et notamment de la grande délinquance économique et financière.

Sophie Kwasny
Secrétaire exécutive de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES), Conseil de l'Europe



Sophie Kwasny est Cheffe de la Division Sport du Conseil de l'Europe (organisation internationale basée en France). Elle est responsable de l'Accord Partiel Elargi sur le Sport (APES) et de la promotion et la mise en œuvre d'instruments juridiques avant-gardistes visant à protéger l'intégrité et les valeurs du sport. Lutter contre le dopage, contre la manipulation des compétitions sportives, et promouvoir une approche intégrée de la sûreté, de la sécurité et des services lors des manifestations sportives sont les objectifs clés des trois conventions Sport du Conseil de l'Europe. Elle est diplômée en droit de la Faculté de Strasbourg et travaille au Conseil de l'Europe depuis 28 ans, ayant traité de sujets aussi divers et variés que la protection des données, les réformes pénitentiaires,

l'indépendance des systèmes judiciaires ou bien encore le droit de la nationalité. Son seul objectif : faire triompher les droits humains dans et par le sport !

Madalina Diaconu

Professeure de Droit à l'Université de Neuchâtel (Suisse)



Madalina Diaconu, qui enseigne à l'université de Neuchâtel, est une avocate suisse spécialisée dans le droit du sport et des jeux d'argent. Spécialiste reconnue de l'intégrité du sport, elle travaille et mène des [recherches](#) dans ce domaine depuis plus de 15 ans.

Mme Diaconu, qui a d'abord été magistrate en Roumanie, a notamment travaillé pour le [Comité international olympique](#) (CIO), la [Loterie Romande](#) et la [Cour de justice de l'Union européenne](#). Elle est aussi membre de l'[instance de contrôle, d'éthique et de discipline de l'UEFA](#).

Elena Casero

Responsable de programme, Accord partiel élargi sur le sport (APES), Conseil de l'Europe



Elena Casero est responsable de programme à l'Accord partiel élargi sur le sport (APES), une plateforme intergouvernementale de coopération du Conseil de l'Europe sur les politiques sportives. L'APES compte actuellement 41 États membres et jusqu'à 30 organisations sportives partenaires.

Au sein de l'APES, Elena Casero est la coordinatrice du Réseau de Magistrat-es / Procureur-es Responsables du Sport (Réseau MARS) et de la base de données DACCS sur les cas présumés de corruption dans le sport. Elle est aussi responsable du projet « Donnons de la voix » (« Start to Talk » en anglais) sur la protection des enfants dans le sport.

Juriste espagnole, Elena Casero bénéficie de six ans d'expérience dans les domaines du sport, des litiges et de l'arbitrage au sein du cabinet d'avocats espagnol Garrigues. Elle a également été juriste assistante à la Cour européenne des droits de l'homme.

Elena Casero a rédigé des articles sur la protection des enfants dans le sport, la lutte contre le dopage, la résolution des litiges et les droits commerciaux dans le domaine du sport, ainsi que sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les droits des personnes migrantes et des réfugiés, et des personnes handicapées. Elle a participé en tant qu'oratrice à de nombreuses conférences et séminaires et a donné des cours de niveau master.

Elena Casero est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit, ainsi que d'une licence et d'une maîtrise en gestion et administration des affaires de l'Université Carlos III (Madrid, Espagne).

Ana Boskovic

Responsable de programme, MONEYVAL, Conseil de l'Europe



Je travaille en tant que responsable de programme au sein du Comité MONEYVAL du Conseil de l'Europe, où j'offre une assistance experte dans l'évaluation des juridictions par rapport aux normes du GAFI, en mettant l'accent sur les questions juridiques et d'application de la loi. En outre, je suis impliqué dans la Conférence des Parties à la Convention de Varsovie (COP 198), contribuant à l'analyse de la mise en œuvre de dispositions clés telles que le renversement de la charge de la preuve, la responsabilité des personnes morales et la gestion des actifs. Avant de travailler pour MONEYVAL, j'étais procureur spécial au Monténégro, spécialisé dans la lutte contre divers types de criminalité, notamment le crime organisé, la corruption et le blanchiment d'argent.

Giorgi Jokhadze

Responsable de programme, Division Cybercrime, Conseil de l'Europe



Giorgi Jokhadze est actuellement responsable de programme à la Division de la cybercriminalité du Conseil de l'Europe à Strasbourg, après avoir travaillé au Bureau du programme sur la cybercriminalité (Bucarest, Roumanie). Depuis 2015, il est chargé des projets régionaux conjoints de l'UE et du Conseil de l'Europe concernant la cybercriminalité et les preuves électroniques dans la région du Partenariat oriental, notamment en Ukraine depuis 2022.

Auparavant, il avait exercé diverses fonctions de gestion et de conseil pour le Gouvernement géorgien, pour des organisations internationales (CICR, ONUDC, OCDE, etc.) et pour des organisations à but non lucratif, en Géorgie et à l'étranger, sur diverses questions liées au droit international public, à la justice pénale, à la propriété intellectuelle et à la protection des données à caractère personnel. Ces dernières années, il s'est spécialisé dans les aspects réglementaires et pratiques de la cybercriminalité, de la sécurité de l'information et de la cybersécurité.

Giorgi Jokhadze est diplômé en droit international de l'université d'État de Tbilissi (Géorgie) et de l'université de Lund / Institut Raoul Wallenberg (Suède).

Jens Sejer Andersen

Fondateur et Conseiller principal, Play the Game



Jens Sejer Andersen est journaliste, fondateur et conseiller principal de Play the Game, une initiative qui vise à élever les normes éthiques du sport et à promouvoir la démocratie, la transparence et la liberté d'expression dans le sport mondial.

Grâce à ses 13 conférences internationales organisées depuis 1997, à son site web, à sa production d'informations et à ses initiatives de recherche, Play the Game est devenu une plateforme unique de sensibilisation aux défis du sport moderne, tels que la corruption dans les organisations, le truchage de matchs, le dopage, les méga-événements incompatibles avec un développement durable, et la nécessité de politiques qui encouragent la participation aux activités sportives.

M. Andersen a coordonné plusieurs projets de recherche internationaux destinés à améliorer les normes de gouvernance dans le sport. Le premier de ces projets, soutenu par l'UE et intitulé « Action for Good Governance in International Sports Organisations » (2012-2013), a débouché sur la création de l'[Observatoire de la gouvernance du sport](#), qui apporte une précieuse contribution à l'évaluation de la gouvernance dans le sport.

Cet outil a été utilisé pour la première fois en 2015 pour l'analyse - la plus complète à ce jour - de la gouvernance des 35 fédérations olympiques internationales. Il a ensuite été affiné et appliqué à 11 de ces fédérations en 2018 et 2019 ; il est disponible pour une analyse comparative en ligne.

Jens Sejer Andersen a aussi coordonné l'« Observatoire national de la gouvernance du sport », qui a bénéficié du soutien de l'UE en 2017-2018 et qui a ensuite évolué pour inclure des données provenant de 25 pays à travers le monde. Parmi les autres projets figurent l'« [Observateur national de la gouvernance antidopage](#) » (2019-2021) et une initiative destinée à renforcer la participation des sportifs et sportives à la gouvernance de leurs organisations (« [Strengthening Athlete Power in Sport](#) » (2020-2023)).

Au sein du Conseil de l'Europe, Jens Sejer Andersen a présidé le Comité consultatif de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) de 2016 à 2020. Il est membre du Comité consultatif permanent de l'UNESCO et participe régulièrement à des réunions d'expert-es sur l'intégrité du sport dans l'Union européenne.

En outre, M. Andersen est un commentateur politique actif dans le domaine du sport et il participe souvent à des conférences internationales ; il est ainsi intervenu lors de plusieurs conférences à haut niveau organisées par l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

Corentin Segalen

Président du Groupe de Copenhague, Conseil de l'Europe



Corentin Segalen a rejoint l'autorité chargée de la régulation des jeux en France (l'Autorité nationale des jeux (ANJ)) en 2015 et il coordonne la Plateforme nationale de lutte contre la manipulation des compétitions sportives depuis la création de ce dispositif en France, en 2016. La même année, il a contribué à la création du réseau international de plateformes nationales, le Groupe de Copenhague, et a été élu président de ce réseau en 2021, puis réélu en 2023. Depuis 2022, il est le principal coordinateur du projet MotivAction, cofinancé par l'Union européenne. Il s'agit du premier projet Erasmus+ géré par des plateformes nationales de lutte contre la manipulation des compétitions sportives, qui vise à encourager les sportifs et sportives, les arbitres et les entraîneurs et entraîneuses à signaler toutes les tentatives d'approche faites par des criminels qui veulent truquer des matchs. L'an dernier, M. Segalen a coordonné les activités de surveillance dans ce domaine pendant les Jeux olympiques de Paris 2024, avec l'aide de 24 pays.

Ignazio Francesco Abbadessa

Procureur adjoint, Italie

Je suis magistrat, procureur adjoint au parquet de Bari, spécialisé dans les affaires de violence domestique, de sécurité sur le lieu de travail et de crimes de haine. Avant cela, je travaillais à Crémone, où j'ai dirigé les enquêtes sur l'affaire « Lastbet ». À Bari, j'ai traité plusieurs affaires de dopage, de violence lors de manifestations sportives, de trucage de matchs, d'organisations criminelles, de suprématisme et d'extrémisme.

Je suis membre du Réseau judiciaire européen et responsable des technologies de l'information au sein de mon parquet.

Je suis titulaire d'un doctorat en droit administratif et j'ai rédigé plusieurs articles pour des revues spécialisées sur la corruption et le droit administratif.

Je suis intervenu lors de nombreuses conférences et réunions sur les questions d'intégrité dans le sport, le blanchiment d'argent, la corruption dans les administrations publiques et le discours de haine.

Agnieszka Ostrowska

Responsable renseignement et enquêtes, Agence polonaise anti-dopage



Agnieszka Ostrowska est spécialisée dans la lutte contre la criminalité liée au secteur pharmaceutique, aux migrations et au dopage.

Elle collabore avec EUROPOL et EUROJUST et intervient en tant qu'experte médico-légale dans des affaires de criminalité pharmaceutique organisée. Elle a participé aux travaux du Groupe d'experts ad hoc sur l'assurance d'une protection pour les lanceurs d'alerte (T-DO-WP) du Conseil de l'Europe.

À la tête de l'équipe chargée du renseignement et des enquêtes à l'agence antidopage polonaise (POLADA), elle a coordonné la participation de POLADA à trois équipes communes d'enquête (ECE) d'EUROJUST ; POLADA a été la première agence antidopage au monde à le faire. En 2024, le travail d'enquête sur les laboratoires clandestins de production de stéroïdes mené par l'équipe de Mme Ostrowska, en étroite collaboration avec les services répressifs polonais, a été récompensé par un prix spécial de l'UE et de l'AMA.

Agnieszka Ostrowska dispense régulièrement des formations spécialisées aux procureur-es et aux membres des services répressifs, notamment aux professionnel-les qui participent à des enquêtes internationales dans des affaires de dopage et de criminalité pharmaceutique organisée. Elle coopère avec la faculté de médecine de Varsovie dans les domaines de la criminologie et des sciences pharmaceutiques.

Cleo Schyvinck

Chercheure postdoctorale en gestion du sport à l'université de Gand (Belgique)



Cleo Schyvinck est post-doctorante à l'université de Gand, dans le département des sciences du mouvement et du sport. Ses travaux de recherche se concentrent sur la gestion responsable du sport. Ces quatre dernières années, elle a coordonné le projet de prévention de la fraude dans le sport (PrOFS). En mars 2025, elle a rejoint le Safe Sport Lab pour mener des recherches sur la création de conditions favorisant la sécurité et la motivation dans les organisations sportives.

Jean-Yves Lourgouilloux

Président du Réseau MARS

Voir page 1.

Ignazio Francesco Abbadessa
Procureur adjoint, Italie

Voir page 5.

Catarina Susana Oliveira e Sousa Esteves de Azevedo
Procureure, Portugal



Licence en droit de l'université de Coimbra obtenue en 2001.

Diplôme de troisième cycle en droit des affaires de l'université de Coimbra obtenu en 2005.

Master en sciences juridiques et médicolégales de l'université de Coimbra obtenu en 2015.

Entre 2001 et 2009, a exercé la profession d'avocate.

En 2010, a suivi une formation pour devenir procureure.

Procureure depuis 2011.

En 2017, s'est spécialisée dans les enquêtes criminelles et, en 2020, a commencé à se consacrer aux enquêtes sur les infractions violentes et sur la criminalité économique-financière.

Depuis septembre 2022, au service régional des enquêtes judiciaires de Porto, est responsable des enquêtes sur la criminalité organisée et la criminalité économique-financière.

Humaid Alameemi
Coordinateur anti-corruption, Centre d'INTERPOL pour les crimes financiers et la lutte anti-corruption

Humaid dirige les opérations de lutte contre la corruption au sein d'INTERPOL. Il est détaché par les Émirats arabes unis auprès d'INTERPOL depuis décembre 2016. Il compte 24 ans d'expérience dans le domaine des services répressifs, notamment en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la corruption, ainsi que dans le domaine du recouvrement d'avoirs. Il est titulaire d'un master en prévention de la criminalité transnationale, d'un diplôme bancaire et d'une licence en droit.

Pablo Salazar Mendías

Chef de bureau, Europol – Centre européen de lutte contre la criminalité économique et financière (EFECC)



52 ans, diplômé en droit et en criminologie.

Membre de la police nationale espagnole depuis plus de 20 ans, il est inspecteur en chef et a dirigé une unité chargée de la criminalité économique et financière dans la région de Grande Canarie (Espagne).

Il a rejoint Europol en 2017 en qualité de spécialiste du Projet Analyse de la corruption, qui fournit un soutien analytique et opérationnel aux États membres dans le cadre d'enquêtes en cours sur la corruption dans les secteurs public et privé.

Depuis 2024, il est chef du service Projet Analyse de la corruption à Europol.

Jean-Yves Lourgouilloux
Président du Réseau MARS

Voir page 1.

Session élargie (2 juillet)

Animée par **Elena Casero**

Responsable de programme, Accord partiel élargi sur le sport (APES), Conseil de l'Europe

Voir page 2.

Jean-Yves Lourgouilloux
Président du Réseau MARS

Voir page 1.

Hanne Juncher

Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit, Direction Générale des Droits humains et de l'État de droit, Conseil de l'Europe



Avant de devenir Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit, Hanne était secrétaire exécutive du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe et responsable de l'action du Conseil de l'Europe contre la criminalité économique, y compris MONEYVAL et les programmes d'assistance technique à grande échelle sur la criminalité économique.

Auparavant, elle a dirigé les travaux du Conseil de l'Europe sur la justice et la coopération juridique, y compris la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), sur le droit privé et public et sur la réforme judiciaire.

Auparavant, elle a travaillé pour le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), a représenté le Conseil de l'Europe en Macédoine du Nord et a dirigé le travail de soutien et de sensibilisation aux droits humains du Conseil de l'Europe.

Hanne a rejoint le Conseil de l'Europe en tant que conseillère juridique en 1997. Elle a également travaillé pour les ministères de la défense du Danemark et du Royaume-Uni. Elle est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit des universités de Copenhague et d'Essex.

Giuseppe Deleonardis

Directeur de l'éthique et de la conformité au Comité international olympique (CIO)



Giuseppe est responsable de l'éthique et de la conformité au CIO depuis juillet 2025. À ce titre, il dirige la mise à jour continue du Code d'éthique du CIO et de ses dispositions d'application, oriente les améliorations des cadres d'intégrité du sport et supervise le programme d'éthique du CIO, ce qui suppose de collaborer avec de multiples parties prenantes dans un environnement international en constante évolution.

Giuseppe a rejoint le CIO en 2017 et le Bureau de l'éthique et de la conformité en 2020 ; il a occupé par la suite le poste de directeur adjoint de l'éthique et de la conformité. Il a coordonné l'éducation à l'intégrité, les efforts de coopération entre les sports, la justice pénale et la police, ainsi que les relations avec les parties prenantes de l'ensemble du Mouvement olympique.

Avant d'entrer au CIO, il a exercé durant plus de 10 ans des fonctions d'expertise-conseil en gestion ; il a ainsi conseillé de grands groupes du secteur de la finance et des télécommunications en matière de gouvernance, de risque et de conformité.

De nationalité italienne, Giuseppe est titulaire d'un master en administration des entreprises de l'université Bocconi et a suivi un programme de développement du leadership à l'IMD. Il représente souvent le CIO dans les enceintes internationales et intervient régulièrement lors de conférences sur l'éthique et la conformité, afin de promouvoir des solutions collaboratives pour protéger l'intégrité du sport.

Jenni Kennedy

Directrice principale, Renseignements et enquêtes, Agence internationale pour l'intégrité du tennis (ITIA)



Jenni a rejoint l'ITIA en septembre 2022 et dirige une équipe de spécialistes du renseignement, d'analystes de données et d'enquêteurs chevronnés. Elle supervise la collecte du renseignement auprès d'un large éventail de sources, en plus des enquêtes sur les manquements au Programme de lutte contre la corruption dans le tennis et au Programme antidopage dans le tennis au sein du tennis professionnel international. Elle est membre de l'équipe de direction de l'ITIA et a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la première stratégie de l'ITIA depuis qu'elle est devenue une entité indépendante. Jenni a commencé sa carrière dans les forces de l'ordre, puis s'est orientée vers l'intégrité dans le sport. Avant de rejoindre l'ITIA, elle a passé plus de 15 ans à la Fédération anglaise de football en qualité de responsable de l'intégrité. Jenni a dirigé certaines des enquêtes les plus médiatisées de ces dernières années dans le domaine du football et du tennis. Son travail dans ces deux sports l'a amenée à s'intéresser aux organisations criminelles, et elle continue de travailler régulièrement en liaison avec les forces de l'ordre et les organismes réglementaires internationaux.

Benjamin Schindler

Responsable principal des affaires juridiques, Fédération internationale de basketball (FIBA)



Benjamin Schindler est un conseiller juridique spécialisé dans le droit du sport qui a plus de 10 ans d'expérience dans le secteur du sport.

Benjamin Schindler est actuellement employé par la Fédération internationale de basketball (FIBA) en tant que responsable du service juridique. Son domaine de compétence est très vaste : règlements, litiges concernant les transferts, discipline, gouvernance, éligibilité, accords relatifs à l'organisation de compétitions, conformité, litiges devant le TAS et propriété intellectuelle, par exemple. Depuis 2019, il est chargé de développer la lutte de la FIBA contre le trucage de matchs. Auparavant, il a travaillé comme spécialiste des contrats de sponsoring chez Audemars Piguet (montres haut de gamme suisses). De plus, Benjamin Schindler sert d'intermédiaire (en tant que point de contact unique) pour la communication entre la FIBA et le CIO sur les questions d'intégrité ; il s'occupe aussi des enquêtes sur ces questions et des procédures disciplinaires correspondantes. Il est régulièrement chargé de cours pour le programme de Master de la FIFA, pour le programme de Master de l'AISTS, pour le programme MESGO et pour l'université de Neuchâtel et d'autres universités.

Benjamin Schindler a étudié le droit à Genève (Suisse), puis a obtenu un master en droit du sport à l'université de Neuchâtel en rédigeant un mémoire sur la propriété intellectuelle dans le sport. En 2023, il s'est vu décerner par l'université de Lausanne (en coopération avec l'UEFA) un

certificat attestant de sa participation réussie à FIGHT THE FIX, un programme de formation à la lutte contre le truchage de matches.

Pedro Fonseca

Directeur, Unité nationale de lutte contre la corruption, Police judiciaire, Portugal



2022-2025 – Directeur de l'Unité nationale anticorruption de la police judiciaire

COORDINATEUR PRINCIPAL DES ENQUÊTES CRIMINELLES : 2018-2022 – Direction de Lisbonne et Unité nationale anticorruption

COORDINATEUR DES ENQUÊTES CRIMINELLES : 2001-2018 – Unité nationale anticorruption et Direction de Setúbal

Formation professionnelle :

- 1998 – Cours de formation d'inspecteur
- 2001 – Cours de formation de coordinateur

Formation universitaire :

- Licence en droit (Faculté de droit de Lisbonne)
- Diplôme de troisième cycle en droit pénal économique et européen (Faculté de droit de Coimbra)

Activités d'enseignement :

- Formateur (droit pénal et procédure pénale) à l'Institut de police judiciaire et des sciences criminelles
- Formateur dans le cadre de cours de troisième cycle à la Faculté de droit de Lisbonne et à l'Institut de comptabilité et d'administration de Lisbonne

Jean-Yves Lourgouilloux

Président du Réseau MARS

Voir page 1.

Ann Lukowiak
Magistrate fédérale, Belgique



Magistrate de référence au parquet fédéral belge, je fais partie de l'équipe de lutte contre la criminalité organisée. Depuis 2009, je suis spécialisée dans les affaires concernant la traite des êtres humains, le trafic illicite de migrants et le matériel d'abus sexuels sur des enfants.

À l'image de la criminalité organisée qui sévit dans la société, la fraude dans le sport est un fléau. Le regretté Eric Bisschop m'avait demandé de me pencher sur l'affaire « Maestro », dont l'issue était alors incertaine. C'était la première fois que j'étais confrontée au phénomène du trucage de matchs. Il est rapidement devenu évident que l'affaire relevait de la criminalité organisée. Elle avait aussi une dimension transnationale, qui nécessitait la coopération d'autres pays.

Chaque enquête met en évidence les éventuelles faiblesses de notre système juridique, de notre système de poursuites et de notre police, auxquelles une évaluation appropriée permet de remédier. Étant donné que la criminalité organisée ne connaît pas de frontières, la coopération internationale est indispensable pour la combattre.

Mikolaj Tyburczy
Procureur, Pologne



Le 1er août 2007, Mikołaj Tyburczy a commencé à exercer les fonctions de procureur au parquet de district de Chełmno et de Grudziądz, puis, à partir du 27 novembre 2023, il a été procureur au parquet de niveau supérieur, d'abord à Bydgoszcz, puis à Varsovie. Il était notamment chargé de mener et de superviser tous types d'enquêtes, y compris dans des affaires liées à la manipulation de compétitions sportives et à la sécurité des événements de masse, dont les compétitions sportives. Il s'est cependant spécialisé dans les affaires économiques, en particulier celles qui concernent la fraude à la TVA et le détournement de fonds de l'Union européenne.

À partir du 1er janvier 2019, il a été détaché auprès du ministère de la Justice, au département législatif de droit pénal, en tant que spécialiste en chef au sein de la division pénale et de la division de droit pénal européen et international. Il est alors devenu membre de la plateforme nationale créée par le ministère polonais des Sports et du Tourisme dans le cadre de la Convention sur la manipulation de compétitions sportives.

Depuis le 1er mars 2023, il est détaché auprès du département de lutte contre la criminalité économique du parquet national. Il y est chargé de superviser les procédures dans des affaires particulièrement délicates et complexes (tant du point de vue des faits que du droit), notamment celles qui concernent la fraude à la TVA et le détournement de fonds de l'UE ; il assure aussi la coordination dans des affaires concernant le non-respect de sanctions de l'UE.

Avant la création officielle du réseau MARS, Mikołaj Tyburczy a été étroitement associé à des projets pilotes organisés par le Conseil de l'Europe et le Groupe de Copenhague : Global Football Alert Analysis Workshop (GFAAW) et Football Local Alerts Global Strategy (FLAGS). Ces dispositifs de surveillance et d'alerte visaient à améliorer la coopération entre toutes les parties prenantes pour lutter contre la manipulation des matchs de football.

Membre du réseau MARS créé par le Conseil de l'Europe et membre du Bureau de MARS, M. Tyburczy participe activement aux réunions internationales en lien avec la Convention sur la manipulation de compétitions sportives. Récemment, il a ainsi participé aux travaux de la Cellule spéciale d'INTERPOL sur les matchs truqués, et à l'atelier régional d'INTERPOL et du CIO sur l'intégrité dans le sport, qui s'est tenu les 15 et 16 octobre 2024 à Prague.

Konstantinos Spyropoulos
Procureur, Grèce

Konstantinos Spyropoulos est procureur, spécialisé dans le domaine du sport, au tribunal de première instance d'Athènes (Grèce). Il est habilité à mener des enquêtes et à engager des poursuites pour toutes les infractions liées au sport, qu'elles concernent le truchage de matchs, les paris illégaux, le blanchiment d'argent ou les organisations criminelles. Il est aussi membre de la plateforme nationale pour l'intégrité du sport en Grèce.

Jean-Yves Lourgouilloux
Président du Réseau MARS

Voir page 1.